

AVIS AUX VOYAGEURS À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

23 avril 2026

En raison de la détérioration de la situation des droits humains aux États-Unis et face à l'absence de mesures significatives et de garanties concrètes de la part de la FIFA, des villes où se dérouleront les matchs ou du gouvernement américain, les organisations signataires ci-dessous ont décidé de publier cet avis aux voyageurs, destiné aux supporters, aux joueurs, aux journalistes et aux autres visiteurs qui se rendront aux États-Unis ou se déplaceront dans le pays pendant les événements de la Coupe du monde masculine de la FIFA en juin 2026. Les matchs de la Coupe du monde se déroulent dans [11 villes différentes des États-Unis](#) qui, comme de nombreux autres lieux, ont été affectées par la campagne violente et abusive de répression migratoire menée par l'administration du président Trump. Les répercussions de ces politiques varient selon les lieux.

Pendant que l'autoritarisme croissant et la montée de la violence de l'administration Trump font peser de graves dangers sur le monde, les personnes appartenant à des groupes d'immigrants, à des minorités raciales et ethniques, ainsi que les personnes LGBTQ+ ont été et continuent d'être maltraitées et impactées de manière disproportionnée par les politiques de l'administration et, par conséquent, sont les plus vulnérables lorsqu'elles se rendent aux États-Unis ou voyagent d'un État à l'autre dans le pays. Cet avis aux voyageurs recommande vivement aux supporters, aux joueurs, aux journalistes et aux autres visiteurs de faire preuve de prudence et de prévoir un plan d'urgence en cas de situation critique lorsqu'ils se rendent aux États-Unis ou voyagent d'un État à l'autre.

AVERTISSEMENT : Les personnes pourraient être confrontées ou exposées aux risques ou dangers mentionnés ci-dessous, ce qui constitue une violation des obligations des États-Unis en matière de droits humains en vertu de la législation nationale et internationale :

- **Refus arbitraire d'entrée sur le territoire et risque de détention, d'emprisonnement et/ou de déportation pour les personnes qui ne sont pas citoyennes américaines, y compris celles disposant d'une autorisation préalable du gouvernement américain.** Un visa ou une autorisation ESTA ne garantit pas l'entrée sur le territoire, et les agents des douanes et de la protection des frontières des États-Unis disposent d'un large pouvoir discrétionnaire pour autoriser l'entrée, procéder à une détention ou refuser l'entrée aux points de passage. Pour les personnes transgenres et non binaires qui se rendent aux États-Unis, les mémorandums et réglementations fédérales récentes suggèrent de demander un visa en indiquant le sexe attribué à la naissance. Dans le cas contraire, elles risquent d'entraîner un contrôle plus approfondi ou être empêchées d'entrer aux États-Unis.
- **Renforcement des restrictions et des limitations en matière de voyages et d'entrée aux États-Unis.** Depuis janvier 2026, [l'administration Trump a restreint et limité complètement l'entrée des ressortissants de 19 pays](#) : Afghanistan, Burkina Faso, Birmanie, Tchad, la République Démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Érythrée,

Haïti, Iran, Laos, Libye, Mali, Niger, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Syrie et Yémen. Ces restrictions et limitations s'appliquent également aux personnes titulaires de documents d'identité délivrés par l'Autorité palestinienne. [Des restrictions partielles s'appliquent aux ressortissants de 20 pays](#) : Angola, Antigua-et-Barbuda, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Cuba, la République Dominicaine, Gabon, Gambie, Malawi, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tonga, Turkménistan, Vénézuéla, Zambie et Zimbabwe.

- **Contrôle intrusif des réseaux sociaux et [inspections des appareils électroniques](#) dans le cadre de la procédure d'admission aux États-Unis.** L'administration Trump a mis en place des contrôles des réseaux sociaux pour certaines catégories de demandes de visa, notamment les visas de [travail](#) et [d'études](#) pour les non-immigrants, exigeant ces personnes à rendre leurs comptes publics afin que le Département d'État puisse les examiner. La nouvelle politique surveille spécifiquement les contenus que l'administration du président Trump considère « anti-américains » ou « antisémites ». En d'autres termes, le Département de la Sécurité Intérieure affirme disposer d'une large autorité pour fouiller les [appareils électroniques](#) des visiteurs aux points d'entrée.
- **Des mesures de contrôle de l'immigration violentes et anticonstitutionnelles, notamment le profilage ethnique et d'autres formes de discrimination de la part des forces de l'ordre.** Au cours de l'année écoulée, [l'administration du président Trump a déployé des agents fédéraux de l'immigration dans des villes de tout le pays](#), avec d'importantes forces fédérales militarisées déployées à Los Angeles (Californie), Portland (Oregon), Washington, D.C., Chicago (Illinois), Charlotte (Caroline du Nord) et, plus récemment, dans la région métropolitaine de Minneapolis et Saint Paul (Minnesota). Cela a créé de l'incertitude, de la peur et un traumatisme au sein de ces communautés. Dans le Minnesota, par exemple, [des agents fédéraux masqués et armés ont procédé à des contrôles et des arrestations illégaux à grande échelle sur la base de l'origine ethnique, nationale et la couleur de la peau](#), ciblant principalement les personnes d'origine somalienne et latino-américaine ainsi que celles perçues comme telles, sans disposer d'aucune information pertinente sur leur citoyenneté ou leur statut migratoire. Dans de nombreuses régions du pays, les forces de l'ordre locales et étatiques ont reçu pour instruction de participer à l'application de la législation civile en matière d'immigration par le biais [d'accords 287\(g\)](#), qui permettent à l'ICE de déléguer certaines fonctions de contrôle de l'immigration aux forces de l'ordre locales et étatiques. Fin mars, l'administration Trump a également [déployé des agents de l'ICE dans les aéroports](#) de tout le pays.
- **Répression de la liberté d'expression et de manifestation et renforcement de la surveillance.** [Les agents des forces de l'ordre ont intimidé, harcelé et recouru à la violence contre des manifestants](#) en représailles à leurs activités protégées d'expression personnelle, y compris contre ceux qui protestent contre des mesures illégales de contrôle de l'immigration. Récemment, la violence des forces de l'ordre s'est intensifiée lorsque [des agents fédéraux ont recouru à des mesures létales et ont tué Renee Good et Alex Pretti dans le Minnesota](#). D'autres cas concernent les victimes suivantes : Ruben Ray Martínez, Keith Porter et Silverio Villegas González. [Des journalistes ont été arrêtés](#) pour

avoir couvert les manifestations. De plus, comme l'ont souligné plus de 90 organisations de la société civile dans une [lettre adressée à la FIFA en juillet 2025](#), les personnes qui expriment des opinions politiques différentes de celles du gouvernement actuel, y compris celles qui soutiennent les droits des Palestiniens, [continuent de courir le risque d'être arrêtées et expulsées sans motif valable](#). Enfin, les forces de l'ordre ont eu recours et continuent de recourir à diverses stratégies de surveillance, telles que les drones, les logiciels de reconnaissance faciale et l'interception des appels téléphoniques, dans le cadre de leur action policière face aux manifestations.

- **Risque grave de subir des traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou, dans certains cas, de mourir pendant la détention dans des centres de détention pour des immigrants ou sous la garde des agents.** Des données récentes datant de début du mois de février 2026 indiquent que [68 289 personnes sont actuellement détenues par l'ICE](#). Depuis le début de l'année 2026, [17 personnes sont décédées pendant leur détention sous l'ICE](#). En 2025, [32 personnes sont décédées sous la garde de l'ICE](#). Les personnes détenues par l'ICE ont signalé un accès limité et/ou insuffisant aux services juridiques et aux soins médicaux essentiels.

En conséquence, les organisations signataires ci-dessous recommandent à toutes les voyageurs qui se rendent aux États-Unis ou qui voyagent d'un État à l'autre dans le pays de :

- Consulter les ressources de l'Union américaine pour les libertés civiles (« [Droits des immigrants](#) »), du Centre national du droit de l'immigration (« [Immigrants détenus dans les aéroports](#) »), d'Amnesty International États-Unis (« [Comment rester en sécurité face aux agents de l'ICE](#) ») ou d'autres ressources de type « connaissez vos droits » pour obtenir des informations sur les droits et les protections constitutionnelles lors de vos interactions avec les forces de l'ordre.
- Sécuriser leurs appareils électroniques. Par exemple, en supprimant les informations confidentielles de leur téléphone et en désactivant la reconnaissance faciale ou les mots de passe par empreinte digitale.
- Informer leurs familles, leurs amis et/ou leurs collègues de confiance de leurs projets de voyage aux États-Unis et entre les États du pays, en précisant les dates et les destinations.
- Télécharger l'application mobile [ReadyNow!](#) de Human Rights First (les droits humains d'abord) pour communiquer avec leurs contacts de confiance au cas d'une arrestation par les forces de l'ordre.
- Les journalistes couvrant la Coupe du monde peuvent consulter les ressources du [Comité pour la protection des journalistes \(CPJ\)](#) ou de [Reporters sans frontières](#) pour obtenir des informations sur la manière d'assurer leur sécurité à [leur arrivée aux États-Unis](#) et [pendant leur travail dans le pays](#). Les journalistes peuvent également envoyer un SMS au chatbot de sécurité du CPJ destiné aux journalistes pour obtenir des informations détaillées sur la sécurité (envoyez « bonjour » au +1-206-590-6191).

Advocates for Immigrant Rights and Reconciliation
ALIGN: The Alliance for a Greater New York

American Civil Liberties Union
American Friends Service Committee
American Friends Service Committee, Florida
Amnesty International USA
American-Arab Anti-Discrimination Committee
Arizona Justice Alliance
Asian Americans Advancing Justice–Atlanta
Bilbao Law
Black Alliance for Just Immigration (BAJI)
Center for Constitutional Rights
Center for Victims of Torture
Central American Resource Center Houston
Central Florida Jobs with Justice
Coalition of Black Trade Unionists
Committee to Project Journalists
Community Labor United
Community United Methodist Church
Council for Global Equality
Cross Border Network for Justice and Solidarity
cylindr
Decarcerate KC
Democratic Socialists of America, Kansas City
Desiree Alliance
Dream Action Oklahoma
El Movimiento DFW
Fair Immigration Reform Movement (FIRM)
Fe y Justicia Worker Center
First United
Florida Immigrant Coalition
Florida Immigration Law and Justice Center, Inc.
Florida Rising
Four Freedoms Forum
Georgia Voices United
Haitian Bridge Alliance
Hands Off NYC
Hawai'i Institute for Human Rights
Hispanics For Florida
Human Rights Cities Alliance
Human Rights First
Immigrant Defenders Law Center (ImmDef)
International Center for Advocates Against Discrimination (ICAAD)
International Human Rights Clinic at Santa Clara Law
Immigrant Legal Resource Center (ILRC)
Jacksonville Area Legal Aid
Jobs with Justice Education Fund
Joyful Resistance South Florida

Labor Council for Latin American Advancement (LCLAA)
Latino Community Fund Georgia
Latin America Working Group
Legal Defense Fund
Los Angeles Alliance for a New Economy (LAANE)
Loyola Law School, Immigrant Justice Clinic
Make the Road New Jersey
Malcolm X Center for Self Determination
Met Council on Housing
Mijente Support Committee
National Association for the Advancement of Colored People (NAACP)
NAACP Florida State Conference
National Birth Equity Collaborative
National Homelessness Law Center
National Immigration Law Center (NILC)
National Immigration Project (NIP)
National Lawyers Guild
Neighbor to Neighbor Massachusetts
New Disabled South
New Jersey Alliance for Immigrant Justice
New York Communities for Change
Northwest Immigrant Rights Project
Olubunmi Law, PLLC
Organized Power in Numbers
Pedro Arrupe Jesuit Institute
Pittsburgh Human Rights City Alliance
PowerSwitch Action
Public Counsel
Play Fair ATL
Reporters Without Borders (RSF)
Reproductive Justice Action Collective (ReJAC)
Revolución Educativa
Reyes Legal, PLLC
Safe Space Fort Smith
Santa Clara County Rapid Response Network
Sharma-Crawford Attorneys at Law
Southern Border Communities Coalition
Southern Poverty Law Center
Tallahassee Community Area Response Equipo (TCARE)
Tenants and Neighbors
Texas Young Active Labor Leaders
The Advocates for Human Rights
The Alliance for Diplomacy and Justice
The Assembly
The George Washington University Law Immigration Clinic
Tr&ns

United Methodist Church of West Palm Beach
University Network for Human Rights
Vecinos Unidos DFW
VOCAL-NY
We Are CASA
Women on the Rise, Georgia
Women's All Points Bulletin
Workers Defense Action Fund
Working Washington

Groupes de soutien d'admirateurs

Independent Supporters Council North America
All Stripes (Atlanta)
Brickyard Battalion (Indianapolis)
Bridge Brigade Supporters Group (San Francisco Bay Area)
Bucket Hat Brigade (Minnesota)
Cloud 9 Supporters Club (New Jersey/New York)
Dallas Beer Guardians (Dallas)
Dark Clouds (Minnesota)
Doopin Delinquents (Philadelphia)
Footie Mob (Atlanta)
Galactic Ambassadors (New Mexico)
Generation: CITY (St. Louis)
Resurgence Supporters Group (Atlanta)
Riptides (San Diego)
Rogue Cavaliers Brigade (Salt Lake City)
Sons of Ben (Philadelphia)
Steel Magnolias (Atlanta)
The Railbirds (Lexington)
Timbers Army (Portland)
Tulsa Lunatics (Tulsa)
Undertow KC (Kansas City)